

**Arrêté DIDD - 2022 - n° 114 du 3 mai 2022
de prescriptions complémentaires
portant sur la mise à jour des conditions d'exploitation
de la plate-forme logistique
de la Société INVIVO RETAIL SUPPLY CHAIN
à Verrières-en-Anjou**

Le Préfet de Maine-Et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement (parties législative et réglementaire), et en particulier ses articles L.511-1, L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU le décret du Président de la République du 28 octobre 2020, portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 28 février 2019, portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux ateliers de charge d'accumulateurs soumis à déclaration au titre de la rubrique 2925 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2020 n°15 du 28 janvier 2020 autorisant la société PRD à exploiter une plate-forme logistique sur le parc d'activités communautaires Angers-Océane, situé à Verrières-en-Anjou ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2021-059 du 7 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, Secrétaire générale de la préfecture ;

VU la demande de changement d'exploitant sollicitée par la société INVIVO RETAIL SUPPLY CHAIN en date du 31 mai 2021 ;

VU le porter à connaissance du 30 juillet 2020 concernant les modifications apportées aux dispositifs de gestion des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction incendie du site ;

VU la demande de complément formulée par l'inspection des installations classées, en date du 8 décembre 2020 portant sur le dimensionnement et les modalités de fonctionnement du confinement des eaux

d'extinction incendie ;

VU les compléments apportés en réponse par la société PRD en date du 19 janvier 2021 ;

VU la demande du 2 juillet 2021 portant sur la demande d'aménagement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 applicables aux locaux de charge et les compléments apportés en date du 17 mars 2022 ;

VU les plans, cartes et notices annexés au porter à connaissance complété ;

VU les compléments apportés aux mesures de compensations biodiversité in-situ et ex-situ en date du 10 juin 2021 et du 23 novembre 2021 ;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 26 février 2021 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 avril 2022 ;

VU le message de la préfecture du 15 avril 2022 transmettant à l'exploitant le projet d'arrêté complémentaire ;

VU les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté par message du 21 avril 2022 ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées portant sur la gestion des eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction incendie et les locaux de charge de batteries sont considérées comme des modifications non substantielles au regard des critères mentionnés à l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'engage à respecter les prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés, à l'exception des prescriptions du point 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatives à la nature de la couverture des locaux de charge et pour lesquelles l'exploitant sollicite une demande d'aménagement ;

CONSIDÉRANT que les mesures (toiture broof t3, parois séparatives REI 120 entre la cellule et le local de charge, système d'extinction automatique incendie) mises en place permettent de garantir un niveau de sécurité équivalent des installations du site vis-à-vis du risque incendie ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des évolutions réglementaires et des nouvelles conditions d'aménagement et d'exploitation portées à la connaissance du préfet de Maine-et-Loire, il convient de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral réglementant les installations ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des précisions apportées sur les mesures de compensations liées aux enjeux environnementaux locaux (biodiversité et zones humides), il convient de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les installations du site relèvent désormais du régime de l'enregistrement suite à l'entrée en vigueur du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 et qu'il est nécessaire de mettre à jour le tableau de classement des installations du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les installations du site qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation initiale conservent le bénéfice de leur autorisation environnementale, en particulier en ce qui concerne l'instruction des modifications ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L 211-1 et L 511-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la

protection de la nature et de l'environnement ;

SUR la proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire.

ARRÊTE

Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, la Société INVIVO RETAIL SUPPLY CHAIN, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 35 rue du Château d'Orgemont- 49 000 ANGERS, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires du présent arrêté.

Ces installations sont localisées 37 BD LOUIS AUGUSTE DELAGE, sur le parc d'activités communautaires Angers-Océane, sur le territoire de la commune de Verrières-en-Anjou. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2020 n°15 du 28 janvier 2020.

Article 2 - Listes des installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
1510-2-b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur, et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>	<p>IPD = bâtiment entrepôt</p> <p>Volume total de l'entrepôt 396 520 m³</p> <p>56 646 tonnes de matières combustibles (dont des produits anciennement classés sous les rubriques 1530, 1532, 2663-1, 2663-2, 2662)</p> <p>Quantité maximale en 1532, 1530, 2663-1, 2663-2 ou 2662 =120 000m³ par rubrique</p> <p>Annexes II et VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicable</p>	E
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique,</p>	2 MW	DC

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
	du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
2925-1	Accumulateurs (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	300 kW	D
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	80 tonnes	DC

* A (autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), E (Enregistrement), D (déclaration) ou DC (avec contrôle périodique)

« Les autres quantités stockées de substances dangereuses ne dépassent pas les seuils de classement pour les rubriques suivantes :

- **1185-2-a** (Gaz à effet de serre fluorés),
- **1436** (Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C),
- **1450** (Solides inflammables),
- **1630** (Soude ou potasse caustique),
- **2171** (Fumiers, engrais et supports de culture),
- **4220** (Produits explosifs classés en division de risque 1.4),
- **4320** (Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1),
- **4321** (Aérosols ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1),
- **4330** (Liquides inflammables de catégorie 1),
- **4331** (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3),
- **4440 et 4441** (solides et liquides comburant catégorie 1, 2, ou 3),
- **4511** (dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2),
- **4702- II et- IV** (engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium),
- **4718** (Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2),
- **4734** (Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution),
- **4741** (Les mélanges d'hypochlorite de sodium),
- **4801** (Houille, coke, lignite, charbon, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses). »

Article 3 - Listes des installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux, aménagements classés (IOTA)

Les prescriptions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Rubriques IOTA	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime *
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1- supérieure ou égale à 1 ha	surface totale : 4,8 ha	A

*Régime : A (autorisation), D (déclaration). »

Article 4 - Implantation de l'établissement

Les prescriptions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les installations sont implantées sur les parcelles n° 959 et 960 de la section B et n° 260, 272, 277 et 283 de la section ZH du plan cadastral de la commune de Verrières-en-Anjou.

Le site s'étend sur une superficie d'environ 85 000 m² dont une surface imperméabilisée totale est de 55 523 m² (bâtiments, voiries et rétentions) et d'environ 29 480 m² d'espaces verts.

Le plan cadastral délimitant la surface occupée par le site est présenté en annexe 1 du présent arrêté. »

Article 5 - Modalités de rejet des eaux pluviales

Les prescriptions de l'article 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'exploitant s'assure de la compatibilité des rejets d'eaux pluviales avec les capacités d'évacuation du réseau pluvial récepteur ainsi que des prescriptions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE Loire-Bretagne et Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE Loir). Au besoin, le débit du rejet est régulé et limité.

Les **eaux pluviales non polluées** (toitures...) sont rejetées directement vers les réseaux d'eaux pluviales de la zone d'activités.

Les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** notamment, par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage et toute autre surface imperméable sensible (plate-forme de stockage de déchets,...), sont collectées et traitées avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la ZAC par un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné ou tout autre dispositif équivalent.

L'exploitant est tenu de respecter, en sortie du séparateur d'hydrocarbures, les valeurs limites en concentration pour les eaux exclusivement pluviales définies ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites
teneur en matières en suspension (MES)	35 mg/L
teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO)	125 mg/L
teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5)	30 mg/L
teneur en hydrocarbures (Hydrocarbures totaux – HCT)	10 mg/L

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. »

Article 6 - Localisation des points de rejet

Les prescriptions de l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	1	2	3
Nature de ces effluents	Eaux usées domestiques	Eaux pluviales de toiture	Eaux pluviales de voiries
Traitement avant rejet	–	–	1 séparateur d'hydrocarbure
Exutoire du rejet	Les eaux usées sont collectées <u>dans le réseau d'eaux usées du site</u> , puis rejet dans le réseau d'assainissement public	Les eaux pluviales de toiture des cellules sont <u>rejetées directement</u> dans le réseau d'eaux pluviales du parc d'activités communautaires Angers-Océane	Les eaux pluviales de voiries <u>sont traitées</u> avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales du parc d'activités communautaires Angers-Océane
Milieu récepteur ou station de traitement collectif	Station d'épuration de Saint-Sylvain-d'Anjou	Les bassins d'orage du parc d'activités Angers-Océane, puis le ruisseau de l'Ecluse puis « Boire du Commun d'Oule » affluent du Loir	Les bassins d'orage du parc d'activités Angers-Océane, puis le ruisseau de l'Ecluse puis « Boire du Commun d'Oule » affluent du Loir »

Article 7 - Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement)

Les prescriptions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les dispositifs internes de confinement sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées (cas des cellules C3bis, C6bis et C7 – cf. plan de localisation des installations joint en annexe 2 du présent rapport)

À cet effet, un bassin de collecte étanche **de capacité utile minimale de 1 367 m³**, les quais, les réseaux et les cellules de stockage hors produits dangereux sont aménagés et équipés de façon à pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie. **Un volume utile minimal de 2 097 m³ comprenant ce bassin et les autres dispositifs de rétention** doit être disponible en permanence. L'exploitant est tenu de s'assurer que la capacité totale de confinement du site est respectée. Toutes les dispositions sont prises pour que cette capacité soit conservée disponible même en cas d'intempéries.

Les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre (y compris, eaux extinction incendie) sont recueillis et confinés via les dispositifs internes (cellules de stockage hors produits

dangereux C1, C2, C3, C4, C5 et C6 faisant rétention sur 5 cm) et externes (quais, réseaux, et bassin de collecte étanche) lorsque des produits dangereux sont stockés. Les caniveaux et tuyauteries disposent d'équipements empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre les stockages de produits dangereux et le bassin (par exemple, un siphon anti-feu). Les cellules de stockage de produits dangereux C3bis, C6bis et C7 sont aménagées de façon à éviter les écoulements et la propagation d'un incendie vers les cellules de stockage hors produits dangereux contiguës.

La fermeture des vannes de barrage implantées sur le réseau de collecte des eaux pluviales, nécessaires à la mise en service de ce confinement, sont manuelles et automatiques asservies à l'installation d'extinction automatique. Les deux pompes de relevage permettant de diriger les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre vers le bassin de collecte étanche, sont autonomes en alimentation et secourues au besoin par une troisième pompe de relevage (pompe de secours). L'ensemble de ces dispositifs est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mode de fonctionnement sont définis par consigne.

Les produits récupérés en cas d'accident et les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées sont rejetés dans les conditions conformes à l'article 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020, modifié par l'article 5 du présent arrêté, ou éliminés comme déchets suivant les dispositions de l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020. »

Article 8 - Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse

Les prescriptions de l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020, relatives au système d'extinction automatique suivantes :

« Ce système d'extinction automatique est alimenté par une réserve dédiée d'une capacité de 956 m³, une cuve de secours de même capacité et de deux groupes motopompe. »

sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Ce système d'extinction automatique est alimenté par une réserve dédiée d'une capacité de 1 002 m³, et d'un groupe motopompe conformes aux référentiels reconnus applicables aux installations. »

Article 9 - Prescriptions particulières relatives aux locaux de charge des batteries (rubrique 2925)

Les prescriptions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral DIDD -2020 n°15 du 28 janvier 2020 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié s'appliquent aux locaux de charge de batteries de l'entrepôt, à l'exception des dispositions du point 2.4.1 de l'annexe I. En lieu et place du point 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel précité, les locaux de charges de batterie respectent les dispositions suivantes relatives aux caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales :

- murs d'euro-classe REI 120 (coupe-feu de degré deux heures),
- système de couverture de toiture satisfait la classe Broof t3,
- parois séparatives entre les locaux de charge de batteries des chariots automoteurs et les cellules de stockage d'euro-classe REI 120 et portes d'euro-classe EI 120 (coupe-feu de degré deux heures) munies d'un ferme-porte. Les parois séparatives arrivent au minimum jusqu'en sous-face de toiture des cellules de stockage porte donnant vers l'extérieur d'euro-classe EI30 (pare-flamme de degré 1/2 heure),
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles).

Les locaux de charge sont protégés par un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux risques présentés par ces locaux et conforme aux référentiels reconnus applicables. Un document décrivant le fonctionnement en toute sécurité du dispositif est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 10 - Prescriptions relatives aux mesures compensatoires liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et zones humides)

Article 10.1- Prescriptions relatives aux mesures compensatoires liées à la destruction de zones humides

Les prescriptions de l'article 9.4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2020 n°15 du 28 janvier 2020, relatives aux mesures compensatoires liées à la destruction de zones humides, suivantes :

*« Les mesures compensatoires qui sont réalisées hors du site d'implantation du bénéficiaire doivent être formalisées **avant le début des travaux** par la signature d'un ou plusieurs protocoles d'accord et mises en œuvre **avant le 30 juin 2021**. Les propositions d'ores et déjà faites dans le dossier de demande d'autorisation sont prises en compte dans ce programme de compensation »*

sont remplacées par les prescriptions suivantes :

*« Les mesures compensatoires qui sont à réaliser hors du site d'implantation du bénéficiaire doivent être formalisées avant le début des travaux par la signature d'un ou plusieurs protocoles d'accord et mises en œuvre **à compter de la notification du présent arrêté**. Les propositions d'ores et déjà faites dans le dossier de demande d'autorisation sont prises en compte dans ce programme de compensation. »*

Article 10.2 - Prescriptions relatives aux mesures de compensation mises en place sur le site d'implantation qui sont liées à la destruction de biodiversité

Les prescriptions de l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2020 n°15 du 28 janvier 2020, relatives aux mesures de compensation mises en place sur le site d'implantation du bénéficiaire et qui sont liées à la destruction de biodiversité, suivantes :

« Un accompagnement est réalisé par un ingénieur écologue pendant la phase des travaux qui conseille le bénéficiaire pour ajuster au mieux les pratiques afin de limiter les impacts sur la faune. Le nom et les compétences du ou des ingénieurs écologues assurant le suivi doivent être communiqués à la DDT49 avant les travaux.

Un merlon planté d'essences bocagères est réalisé avec des essences indigènes labellisées « Végétal local », d'un linéaire de 180 ml pour recréer des habitats favorables à l'avifaune liée aux milieux arbustifs. La plantation d'arbres et d'arbustes en périphérie du site sur un linéaire d'au moins 1 200 m pour compenser l'enlèvement des arbres, dont plusieurs chênes pédonculés, aulnes, saules marsault, peupliers noirs,... (le frêne commun est à exclure), doit être réalisée dans la haie à créer.

Une dizaine de nichoirs pour les oiseaux et une dizaine pour les chiroptères sont mises en place.

Des enrochements sont réalisés sur un linéaire de 20 m et sur une hauteur de 50 à 80 cm pour recréer un habitat favorable aux reptiles.

Aucun abattage d'arbre ne doit être réalisé entre le mois de mars et le mois d'août (période de nidification).

L'écologue doit vérifier avant les travaux de coupe d'arbres la présence ou non d'espèces protégées (chiroptères en particulier).

Une clôture anti-amphibiens et reptiles doit être mise en place en phase travaux pour éviter toute destruction d'individus.

Le comité de suivi défini à l'article 9.2 est tenu informé des mesures effectivement mis en œuvre sur le site d'implantation du bénéficiaire. »

sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Un accompagnement est réalisé par un ingénieur écologue pendant la phase des travaux qui conseille le bénéficiaire pour ajuster au mieux les pratiques afin de limiter les impacts sur la faune. Le nom et les compétences du ou des ingénieurs écologues assurant le suivi doivent être communiqués avant les travaux à la DDT49.

Un merlon planté d'essences bocagères est réalisé, avec des essences indigènes labellisées « Végétal local », d'un linéaire de 180 ml pour recréer des habitats favorables à l'avifaune liée aux milieux

arbustifs. La plantation d'arbres et d'arbustes dans le cadre du concept paysager ainsi que la réalisation de haies bocagères permettant de compenser l'enlèvement des arbres, dont plusieurs chênes pédonculés, aulnes, saules marsault, peupliers noirs,... (le frêne commun est à exclure), doit être réalisée dans la haie à créer. L'ensemble des plantations réalisé représente la plantation d'environ 780 arbres et 1500 arbustes.

Une dizaine de nichoirs pour les oiseaux sont mis en place.

Des enrochements sont réalisés sur un linéaire de 20 m et sur une hauteur de 50 à 80 cm pour recréer un habitat favorable aux reptiles.

Aucun abattage d'arbre ne doit être réalisé entre le mois de mars et le mois d'août (période de nidification).

L'écologue doit vérifier avant les travaux de coupe d'arbres de la présence ou non d'espèces protégées (chiroptères en particulier).

Une clôture anti-amphibiens et reptiles doit être mise en place en phase travaux pour éviter toute destruction d'individu.

Le comité de suivi défini à l'article 9.2 est tenu informé des mesures effectivement mises en œuvre sur le site d'implantation du bénéficiaire. »

Article 10.3 - Prescriptions relatives aux mesures de compensation mises en place sur le site d'implantation

Les prescriptions de l'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2020 n°15 du 28 janvier 2020, relatives aux prescriptions techniques relatives à la gestion du site une fois en exploitation, suivantes :

« Pour ne pas perturber la faune sauvage et plus particulièrement les chauves-souris et oiseaux nocturnes, le bénéficiaire doit respecter a minima l'arrêté ministériel en vigueur à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, proscrire la lumière intrusive et éblouissante, et ne pas mettre en place d'enseignes lumineuses y compris publicitaires »

sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Pour ne pas perturber la faune sauvage et plus particulièrement les chauves-souris et oiseaux nocturnes, le bénéficiaire doit respecter a minima l'arrêté ministériel en vigueur relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, proscrire la lumière intrusive et éblouissante et ne pas mettre en place d'enseignes lumineuses y compris publicitaires. Un dispositif de commande par détection est mis en place pour l'éclairage de la voirie Nord, la voirie Ouest et la voirie Est. Une horloge crépusculaire assure l'extinction des dispositifs d'éclairage extérieurs en semaine de 21h30 à 5h30. De plus, en l'absence d'activité l'exploitant s'engage à éteindre les dispositifs d'éclairage extérieurs le week-end et les jours fériés. »

Article 10.4 - Prescriptions relatives aux mesures de compensation mises en place hors du site d'implantation du bénéficiaire et qui sont liées à la destruction de biodiversité

L'alinéa de l'article 9.5.3 de l'arrêté préfectoral DIDD-2020 n°15 du 28 janvier 2020, relatif aux mesures de compensation mises en place hors du site d'implantation du bénéficiaire et qui est lié à la destruction de biodiversité, suivant :

«

- Un suivi naturaliste qui devra intervenir aux années n+1, n+3, n+5 jusqu'à n+10 sur les zones concernées par les mesures de compensation hors site afin d'étudier l'évolution des espèces et par là-même la pertinence des mesures mises en place. Ces suivis seront adressés à la DDT49 et le comité de suivi environnemental défini à l'article 9.2 sera tenu informé des résultats de ces suivis. Si les mesures compensatoires réalisées ne sont pas considérées efficaces, de nouvelles mesures correctrices devront être proposées et réalisées par le bénéficiaire. Le suivi s'effectuera également sur les espèces exotiques envahissantes sur l'ensemble du site pendant 10 ans. »

est remplacé par les prescriptions suivantes :

«

- un suivi naturaliste qui devra intervenir aux années n+1, n+2, n+4, n+6, n+10 jusqu'à n+15 suivant le récapitulatif en annexe 3 du présent arrêté, sur les zones concernées par les mesures de compensation hors site afin d'étudier l'évolution des espèces et par là-même la pertinence des mesures mises en place. Ces suivis seront adressés à la DDT49 et le comité de suivi environnemental défini à l'article 9.2 sera tenu informé des résultats de ces suivis. Si les mesures compensatoires réalisées ne sont pas considérées efficaces, de nouvelles mesures correctrices devront être proposées et réalisées par le bénéficiaire. Le suivi s'effectuera également sur les espèces exotiques envahissantes sur l'ensemble du site pendant 15 ans.
- une dizaine de gîtes à chiroptères sont mis en place dans la parcelle boisée mitoyenne au projet, située à l'Ouest et au Nord-Ouest. »

Article 10.5 - Prescriptions relatives aux mesures de suivis

Les prescriptions de l'article 9.5.4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2020 n°15 du 28 janvier 2020, relatives aux mesures de suivis, suivantes :

« Un suivi naturaliste doit intervenir aux années n+1, n+3, n+5 jusqu'à n+10, sur le site d'implantation du bénéficiaire afin d'étudier l'évolution des espèces et par là-même la pertinence des mesures mises en place. Ces suivis seront adressés à la DDT49 et le comité de suivi environnemental défini à l'article 9.2 sera tenu informé des résultats de ces suivis. Si les mesures compensatoires réalisées ne sont pas considérées efficaces, de nouvelles mesures correctrices devront être proposées et réalisées par le bénéficiaire. »

sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Un suivi naturaliste doit intervenir aux années n+1, n+2, n+4, n+6, n+10 jusqu'à n+15, suivant le récapitulatif figurant en annexe 3 du présent arrêté, sur le site d'implantation du bénéficiaire afin d'étudier l'évolution des espèces et par là-même la pertinence des mesures mises en place. Ces suivis seront adressés à la DDT49 et le comité de suivi environnemental défini à l'article 9.2 sera tenu informé des résultats de ces suivis. Si les mesures compensatoires réalisées ne sont pas considérées efficaces, de nouvelles mesures correctrices devront être proposées et réalisées par le bénéficiaire. »

Article 11 - Récapitulatifs

Le tableau qui récapitule les contrôles et les échéances des travaux à réaliser spécifiquement prévus pour le titre 9 de l'arrêté préfectoral DIDD-2020 n°15 du 28 janvier 2020 est remplacé par le tableau suivant :

Article	Objet	Date ou délai de réalisation	Fréquence de transmission
9.2	Mise en place d'un comité de suivi environnemental	À minima trimestriel tant que les mesures ne sont pas effectivement mises en œuvre Puis de façon annuelle pour le suivi	-
9.4	Réalisation des mesures compensatoires liées à la destruction des zones humides Réalisation d'un suivi faune	Mise en œuvre sur site avant le 31 décembre 2020 et mise en œuvre en dehors du site à compter de la notification du présent arrêté Aux années n+1, n+2, n+4, n+6, n+10	Validation DDT49 Tient à disposition du comité de suivi environnemental

Article	Objet	Date ou délai de réalisation	Fréquence de transmission
	flore	jusqu'à n+15	
9.5.3	Protocole d'accord passé avec l'aménageur de la ZAC pour la mise en œuvre hors site des mesures compensatoires liées à la destruction de la biodiversité	Avant le début des travaux	Transmet à la DDT49 pour validation
9.5.4	Suivi naturaliste sur le site d'implantation du bénéficiaire	Aux années n+1, n+2, n+4, n+6, n+10 jusqu'à n+15	Transmet à la DDT49

Article 12 - Modalités d'exécution et voies de recours

Article 12.1 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes:

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.Telerecours.fr.

Article 12.2 - Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié à la société INVIVO RETAIL SUPPLY CHAIN. Une copie est déposée à la mairie de Verrières-en-Anjou et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Verrières en Anjou pendant une durée minimale d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Verrières-en-Anjou et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – Direction de l'Interministérialité et du Développement Durable – Bureau des Procédures Environnementales et Foncières.

Le texte complet du présent arrêté est consultable en préfecture de Maine-et-Loire et à la mairie de Verrières-en-Anjou. Il est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 12.3 - Modalités d'exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le maire de Verrières-en-Anjou et la

directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Angers, le 3 mai 2022

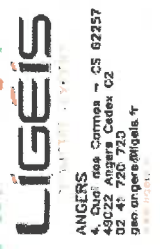
Pour le préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale de la préfecture



Magali DAVERTON

For the Master of Paralegals
in accordance with the
Maria-Cecilia Bloor

Commune de VERRIERES EN ANJOU
(Saint Sylvain d'Anjou et Pellouailles les Vignes)



Vu pour être annexé
à l'arrêté du 03-05-2022 n° 2116
en date du - 3 MAI 2022
ANGERS, le - 3 MAI 2022
Le Préfet,

pour le Préfet et par délégation
le secrétaire administratif



Marie-Cécile BIGOT

ANNEXE 2



Vu pour être annexé
à l'arrêté DDD-222 D.114
en date du - 3 MAI 2022
ANGERS, le - 3 MAI 2022
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
le secrétaire administratif


Marie-Cécile BIGOT

ANNEXE 3

Planification du suivi des mesures de compensations in-situ et ex-situ
tant pour le suivi des mesures de compensations au regard de la faune et de la flore que des compensations pour les zones humides

suivis/année	n+1	n+2	n+4	n+6	n+10	n+15
habitats	Passage en été					
Zones humides	Passage au printemps + passage en été					
Autres habitats non humides	Passage en été					
mares	1 passage par saison (env 4 passages annuels)			Passage au printemps + passage en été		
Fossés et fossés renaturés	Passage en été + passage en hiver		Passage annuel ponctuel			
reptiles	Passage fin du printemps + passage en fin d'été					
amphibiens	Passage au début de printemps + passage début d'été					
avifaunes	Passage au printemps + passage en été + passage en hiver					
chiroptères	Passage au printemps + passage en été + passage en automne					
entomofaune	Passage au printemps + passage en été + passage en automne					

